

# Bulletin de l'ACAT



BULLETIN de l'ACAT  
volume 5 numéro 9  
21 septembre 2014

## Table des matières

Journée internationale de la Paix	1
Centrafrique	2
Syrie	4
Iraq	7
Gaza	9
Les enfants	11
République démocratique du Congo	14
Ukraine	16
Mali	19
Soudan et Soudan du Sud	21

Raphaël Lambal, président  
Diane Roy, trésorière  
Noëlla Dubreuil, administratrice  
Lucile Dairin, administratrice  
François Poulin, coordonnateur  
Catherine Malécot, coordonnatrice CCI

**Le Bulletin de l'ACAT est publié par  
Action des chrétiens pour l'abolition de la  
torture**

2715 Côte Ste Catherine, Montréal, Québec  
Canada H3T 1B6

Téléphone : (514) 890-6169

[info@acatcanada.org](mailto:info@acatcanada.org) / [www.acatcanada.org](http://www.acatcanada.org)

Fédération internationale  
[fiacat@fiacat.org](mailto:fiacat@fiacat.org) / [www.fiacat.org](http://www.fiacat.org)



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX  
21 SEPTEMBRE 2014

DROIT DES  
PEUPLES  
À LA PAIX



## Espoirs de paix et de résilience

Ce bulletin qui porte sur l'état des conflits dans le monde en cette Journée internationale de la Paix complète les deux autres publiés en août et septembre et que vous pouvez trouver sur notre site web [www.acatcanada.org](http://www.acatcanada.org).

Notre mission est en lien avec les victimes de la torture et autres violations des droits de la personne, ici, au Canada, et partout dans le monde.

Nos actions touchent l'intervention auprès ou en faveur de la victime elle-même, de son entourage et également la formation aux droits de la personne, le tout dans le respect du droit international.

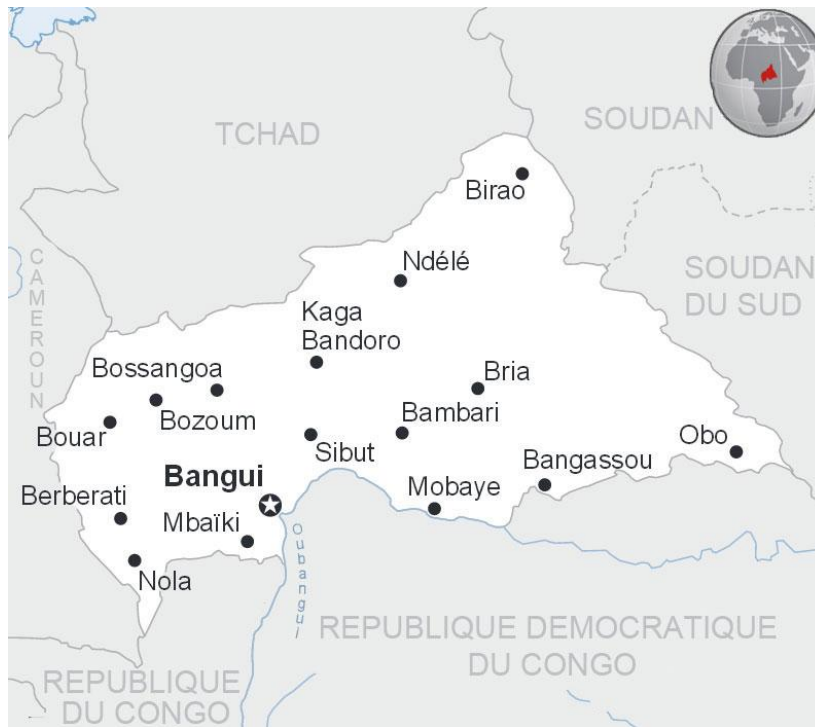
Dans le cadre de la Journée internationale des droits de la personne, ACAT Canada a choisi de rendre disponible auprès de la population canadienne et des responsables de la pastorale sociale des informations vérifiées à plusieurs niveaux quant aux violations de la Convention contre la torture et autres droits de la personne. Dans les situations que nous avons retenues, les violations émergent toutes d'un contexte de guerre d'agression, ce qui est également désigné par le terme de guerre d'agression ou si vous préférez de "crime contre la paix", le thème retenu par l'ONU pour cette journée. C'est donc dire que le droit à la paix n'est pas qu'un souhait mais le moyen véritable par lequel il est possible d'enrayer les violations des droits de la personnes commises parmi les 50 000 000 de personnes présentement touchés dans les conflits. La première action est d'être bien informé.

Également, nous sommes conscients qu'il n'est de transformation que lorsque incarnée dans le vécu de chacun. C'est pourquoi nous vous sommes si reconnaissants à vous tous qui participez par l'écoute, la prière, l'information et autres exercices personnels et spirituels et faire oeuvre de solidarité avec les victimes de par le monde ainsi que leurs familles parmi nous: selon Statistique Canada plus de 12 000 000 de canadiens présentement vivants sont nés à l'extérieur du Canada! Par leur entremise les conflits du monde entier nous rattrappent. Ces gens ont besoin d'expériences solidaires partout au pays. Les accueillir est le premier geste humanitaire que nous pouvons poser à leur endroit.

Raphaël Lambal, président

François Poulin, coordonnateur

## Espoirs de paix et de résilience en Centrafrique



<http://www.un.org/apps/newsFr/infocusRelF.asp?infocusID=106&Body=centrafr&Body1=>

**18 août 2014 – Une centaine d'enfants âgés entre 8 et 17 ans ont été libérés au cours de la semaine passée par des groupes armés à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, à la suite de négociations, s'est félicité lundi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ([UNICEF](#)).**

**Les 103 enfants, dont 13 filles, étaient associés à des groupes armés anti-Balaka opérant principalement à Bangui et dans l'Ouest de la République centrafricaine et qui ont pris les armes en réaction aux attaques des ex-Séléka.**

**« Alors que le conflit se poursuit, le nombre d'enfants utilisés par des groupes armés a augmenté de façon spectaculaire », a déclaré le représentant de l'UNICEF en République centrafricaine, Souleymane Diabaté. « Le recrutement d'enfants dans les conflits est une violation grave des droits de l'enfant. Ces enfants ont connu un niveau de violence qu'aucun enfant ne devrait jamais avoir à vivre. »**

**Onze des 103 enfants sont non accompagnés et restent séparés de leurs familles. Après un processus de vérification approfondie par des spécialistes de la protection de l'enfance, ces enfants particulièrement vulnérables seront accueillis dans un centre soutenu par l'UNICEF à Bangui. Le centre est géré par l'ONG italienne COOPI et fournit des soins et un soutien psychosocial aux enfants, recherchant les membres de leur famille pour les réunir et préparant les enfants à être réintégrés dans leurs communautés.**



Les enfants qui ont déjà retrouvé leurs familles ou des parents, bénéficieront d'un centre d'accueil dans leur quartier, également géré par COOPI, avec l'appui de l'UNICEF. Les enfants visitant ce centre auront accès à des activités de loisirs, un soutien psychosocial, et à des repas chauds. L'UNICEF va aussi faire en sorte que les enfants soient inscrits à l'école une fois de retour dans leurs communautés.

« Notre stratégie est de mettre en place des services là où les enfants et leurs familles vivent, afin qu'ils puissent commencer le processus de réinsertion tout de suite et aient des options en dehors du groupe armé », a ajouté M. Diabaté.

Depuis janvier 2014, l'UNICEF et ses partenaires ont obtenu la libération de 1.388 enfants associés à des forces et groupes armés en République centrafricaine, dont 285 filles. C'est quatre fois plus que le nombre total d'enfants libérés en 2013.

L'UNICEF se dit préoccupé par le sort des enfants qui continuent d'être associés à des groupes armés en République centrafricaine, alors que leur nombre pourrait s'élever à 10.000, selon les dernières estimations.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33137#.VB4wi5W1YRA>



## Espoirs de paix et de résilience en Syrie



# Syrie : le PAM assiste un nombre record de 4,1 millions de personnes

18 septembre 2014 – Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies ([PAM](#)) a prévenu jeudi qu'il manquait de financement pour continuer à apporter de la nourriture aux près de 6 millions de Syriens qui bénéficient de son assistance vitale. En Syrie, la taille des rations alimentaire du mois prochain va diminuer, et dans les pays voisins, le nombre de réfugiés recevant de la nourriture ou des bons alimentaires sera réduit.

« Nous avons atteint un point critique dans notre réponse humanitaire en Syrie et dans les pays voisins, et à moins de recevoir des financements importants dans les prochains jours, je crains que nous n'aurons pas

**d'autre choix que de réduire nos opérations », a déclaré Muhannad Hadi, coordonnateur d'urgence régional du PAM pour la crise syrienne.**

**Le PAM est entièrement financé par les contributions des gouvernements, du secteur privé, d'autres organisations et des particuliers. Muhannad Hadi a reconnu que d'autres situations d'urgence nécessitaient l'aide des donateurs et que les budgets d'aide étaient serrés. Mais il a ajouté qu'en Syrie les besoins étaient encore élevés, et que la communauté internationale avait fait des progrès au cours des dernières semaines pour avoir accès à de nombreuses personnes dans des zones difficiles à atteindre.**

**« Le monde entier a fait preuve d'une grande générosité pour fournir une assistance alimentaire au cours des trois dernières années, et il est triste de penser que nous ne pouvons plus compter sur cet investissement qui avait redonné une certaine stabilité aux vies brisées de tant de personnes », a-t-il ajouté.**

**Le PAM a besoin de 352 millions de dollars pour la totalité de ses opérations jusqu'à la fin de l'année, dont 95 millions de dollars pour ses activités à l'intérieur de la Syrie et 257 millions de dollars pour aider les réfugiés dans les pays voisins.**

**En Syrie, à partir d'octobre, le PAM continuera de fournir de la nourriture à plus de 4 millions de personnes, mais les rations de nourriture seront plus petites. Elles fourniront moins de 60% de la valeur nutritive recommandée dans les situations d'urgence en octobre et seront encore davantage réduites en novembre. Pour le mois de décembre, le PAM n'a pas de fonds disponible pour les programmes en Syrie.**

**En Turquie, le programme de coupons électroniques mensuels du PAM qui vise à fournir une assistance alimentaire à 220.000 réfugiés syriens vivant dans des camps n'est financé qu'à hauteur de 12%. Jusqu'à 170.000 personnes pourraient être privées d'assistance en octobre.**

**En Jordanie, la valeur de l'assistance mensuelle pour 440.000 réfugiés vivant dans des villes et des villages sera réduite de 34 dollars à 16 dollars, mais l'assistance dans les camps de réfugiés sera maintenue.**

**Au Liban, à partir d'octobre, la valeur des coupons électroniques mensuels sera réduite de 30 dollars à 20 dollars par personne. Les colis alimentaires habituellement distribués aux nouveaux arrivants ainsi que les coupons alimentaires pour les réfugiés palestiniens seront supprimés.**

**En Égypte, à partir d'octobre, seuls les plus vulnérables recevront une assistance, le nombre de bénéficiaires sera réduit de plus de moitié, passant de 100.000 à 43.000 personnes. La valeur des bons alimentaires sera réduite de 30 dollars à 15 dollars par mois.**

**En Iraq, à partir d'octobre, la valeur des bons alimentaires pour les 70.000 réfugiés du camp de Domiz sera réduite de 31 dollars à 25 dollars, tandis que l'aide alimentaire pour les 33.000 personnes qui en bénéficient sera maintenue. Le programme de repas scolaire pour environ 12.000 enfants a déjà été suspendu.**

**D'après des données sur la sécurité alimentaire en Jordanie, 85% des familles de réfugiés n'ont pas les ressources financières nécessaires pour subvenir à leur besoin alimentaire sans aide. Le PAM redoute que sans soutien, les personnes deviennent victimes d'exploitation et soient obligées de mendier, d'envoyer leurs enfants travailler ou de marier leurs filles tôt.**

**2 septembre 2014 – Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies ([PAM](#)) a annoncé mardi avoir distribué de la nourriture à un nombre record de 4,1 millions de personnes en Syrie en août, notamment grâce à un accès transfrontalier amélioré qui a permis d'effectuer davantage d'opérations dans le pays.**

**Au cours des six dernières semaines, le PAM et ses partenaires ont franchi des points de passage pour atteindre plus de 580.000 personnes, soit plus de quatre fois les 137.000 personnes atteintes lors des six semaines précédentes.**

**Depuis le 25 juillet, cinq convois transfrontaliers ont transporté de la nourriture via les passages de Bab Al Salam en Turquie et Al Ramtha en Jordanie. 69.500 personnes, se trouvant dans des zones difficiles à atteindre dans les gouvernorats d'Alep, Idlib, et Quneitra, ont reçu des rations alimentaires comprenant du riz, des lentilles, de l'huile, des pâtes, du boulgour, de la nourriture en conserve, de la farine de blé, des haricots, du sel et du sucre.**

**Ces livraisons font suite à l'adoption de la résolution 2165 du Conseil de sécurité, qui a autorisé l'acheminement de l'aide humanitaire des Nations Unies en Syrie par quatre points de passage frontaliers.**

**« Nous atteignons davantage de personnes qui ont un besoin urgent d'aide alimentaire tous les jours - beaucoup d'entre eux ont souffert de la faim pendant des mois », a déclaré le Coordinateur d'urgence régionale du PAM pour la crise en Syrie, Muhannad Hadi, dans un communiqué de presse.**

**« Nous nous appuyerons sur ces acquis dans les semaines et les mois à venir et nous espérons que toutes les parties du conflit continueront à faciliter notre accès aux femmes, aux enfants et aux familles qui restent hors de notre portée derrière les lignes de conflit » a-t-il ajouté.**

**Cependant, les nombreux combats et l'insécurité continuent d'entraver l'accès du PAM dans de nombreuses parties du pays, en particulier dans les gouvernorats du nord d'Al-Hassaké, Deir-ez-Zor et Ar-Raqqa. Le PAM est de loin la plus grande agence humanitaire opérant en Syrie et, en collaboration avec le Croissant-Rouge arabe syrien et plus de deux douzaines de partenaires, il vise à soutenir 4,25 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire dans les 14 gouvernorats chaque mois.**

**Le PAM a affirmé avoir besoin de 35 millions de dollars par semaine pour répondre aux besoins alimentaires des familles touchées par le conflit en Syrie et des réfugiés dans les pays voisins.**

**<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33314#.VB4xdJW1YRA>**

## Espoirs de paix et de résilience en Iraq



**19 septembre 2014 – Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné vendredi les attaques perpétrées en Iraq, en Syrie et au Liban, par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) et les groupes armés associés, et il a demandé à la communauté internationale d'appuyer les efforts du nouveau gouvernement iraquien pour renforcer encore les institutions démocratiques, et lutter contre le terrorisme.**

**Dans une déclaration présidentielle adoptée aujourd'hui, le Conseil a exprimé sa consternation face aux tueries, enlèvements, viols et tortures commis par l'EIL à l'encontre de très nombreux Iraquiens et nationaux d'autres États, ainsi que face au recrutement et à l'emploi d'enfants par ce groupe.**

**"Le Conseil prie instamment la communauté internationale de renforcer et d'élargir, dans le respect du droit international, l'appui qu'elle fournit au gouvernement iraquien dans sa lutte contre l'EIL et les groupes armés qui lui sont associés. Il se félicite de la tenue de la Conférence internationale sur la paix et la sécurité en Iraq, le 15 septembre 2014 à Paris, ainsi que de la réunion au sommet consacrée à la lutte contre la menace mondiale créée par les combattants terroristes étrangers qu'il va lui-même tenir le 24 septembre prochain", a déclaré le Conseil.**



**Le Conseil a également souligné que ceux qui ont commis des violations du droit humanitaire international ou des violations des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes, en notant qu'une partie de ces actes pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.**

**Le Conseil a demandé "au gouvernement iraquien et à la communauté internationale de s'employer à faire en sorte qu'ils soient tous traduits en justice."**

**Lors de la réunion du Conseil, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov, a expliqué que le nouveau gouvernement iraquien d'union nationale faisait des progrès en vue de restaurer la sécurité dans le pays, tout en essayant de renforcer les relations entre les communautés ethniques et religieuses et en élaborant des politiques pour contribuer à la paix sociale et à la cohésion.**

**« L'Iraq fait face à un danger sans précédent avec l'avancée de l'EIL », a prévenu M. Mladenov, en expliquant qu'il attendait de la communauté internationale et des Nations Unies des mesures qui neutralisent cette menace.**

**Le Représentant spécial a rappelé que l'EIL et les groupes armés affiliés avaient pris le contrôle de grandes parties du nord et de l'ouest de l'Iraq, étant doté d'armes et d'importantes ressources financières et naturelles.**

**« La Mission des Nations Unies en Iraq a observé la stratégie de terreur de cette organisation, qui se poursuit même après la chute de Mossoul. Son contrôle sur de larges territoires tant en Iraq qu'en Syrie, combiné à leur idéologie animée par la haine, la peur et le nihilisme, ont fait de l'EIL un danger évident pour l'unité de l'Iraq et une menace à la sécurité régionale et internationale », a indiqué le Représentant spécial.**

**M. Mladenov a rappelé que 1,8 million d'Iraqiens avaient été déplacés depuis janvier, dont 850.000 ont trouvé refuge dans la région du Kurdistan. Avec l'hiver qui approche, il a souligné la nécessité de prendre des mesures cruciales. Il a parlé de l'immense effort humanitaire déployé par les Nations Unies, qui tentent en outre de porter secours à 650.000 personnes se trouvant toujours dans les zones de conflit.**

**« Rien que la nuit dernière, 10.000 familles supplémentaires de la province de Diyala ont été contraintes de fuir leurs maisons. La crise humanitaire n'est pas seulement dans le nord du pays, mais partout dans le pays », a-t-il déclaré.**

**<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33328#.VB4yvJW1YRA>**



## Espoirs de paix et de résilience à Gaza



L'UNRWA estime que 17.000 maisons ont été détruites ou endommagées à Gaza par les récents combats.  
Photo UNRWA/Shareef Sarhan

# Gaza : l'ONU annonce un accord tripartite pour la reconstruction

16 septembre 2014 – Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a annoncé mardi devant le Conseil de sécurité que son bureau était parvenu à un accord tripartite entre Israël, l'Autorité palestinienne et l'ONU afin de permettre les travaux de reconstruction nécessaires dans la bande de Gaza.

Cet accord, a précisé M. Serry en présentant l'exposé mensuel du Secrétariat sur la « situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine », implique le secteur privé et donne un rôle clef à l'Autorité palestinienne dans l'effort de reconstruction, tout en offrant des assurances par le biais d'une surveillance de l'ONU selon lesquelles les matériaux ne seront pas détournés de leurs destinations civiles.

Dans un Moyen-Orient de plus en plus instable, notamment en Iraq et en Syrie, le Coordonnateur spécial a appelé le Conseil de sécurité à consolider le calme fragile entre Israël et Gaza et à favoriser la reconstruction de Gaza.

« Gaza doit être ouvert à la reconstruction et au relèvement et il faut répondre aux légitimes préoccupations sécuritaires s'agissant des produits à double usage », a insisté M. Serry, en se disant satisfait que les deux gouvernements aient compris cette situation.

Ce « mécanisme temporaire », a-t-il dit, devrait aussi renforcer la confiance des bailleurs de fonds avant la conférence sur la reconstruction de Gaza prévue le 12 octobre au Caire, en Égypte. « Le gouvernement palestinien de consensus national, qui est pleinement engagé en faveur des principes de l'OLP sous la direction du Président Mahmoud Abbas, doit avoir la possibilité d'assumer toutes ses responsabilités à Gaza et de surveiller les activités de reconstruction et de contrôler toutes les forces de sécurité, les armes et les équipements », a-t-il déclaré.

À un mois de la conférence de reconstruction de Gaza, M. Serry a rappelé que les Nations Unies et le gouvernement palestinien avaient estimé le 10 septembre à 550 millions de dollars l'aide nécessaire aux centaines de milliers de civils affectés par le récent conflit dans la bande de Gaza.

Dans un exposé articulé autour de six points, M. Serry a cité un accord de paix israélo-palestinien comprenant des dispositions pour permettre l'entrée à Gaza de biens humanitaires, de matériaux de construction et l'extension de la zone de pêche à six milles nautiques. Il a espéré que de nouveaux arrangements seraient possibles dans l'optique d'une levée du blocus, en gardant à l'esprit le cadre de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

Il s'est réjoui du fait qu'Israël ait accepté hier le lancement de projets des Nations Unies d'un montant de 105 millions de dollars qui avaient été présentés avant le conflit dans le contexte de la tenue de la réunion du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens du 22 septembre 2014. Il a espéré qu'Israël accepterait d'autres programmes de reconstruction lors de la conférence du 12 octobre.

M. Serry a rappelé que le conflit à Gaza s'était traduit par une tragédie humaine sans précédent, avant de s'inquiéter de la précarité du cessez-le-feu mis en œuvre depuis le 26 août. Il a souligné que 2.100 Palestiniens avaient été tués, dont 500 enfants, 250 femmes et 11 membres de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et 11.000 autres avaient été blessés. De même, 18.000 maisons ont été détruites ou endommagées, tandis que 100.000 personnes ont perdu leur logement et 65.000 Palestiniens déplacés ont trouvé refuge dans des camps de l'UNRWA.

Côté israélien, 66 soldats et six civils ont été tués et 130 civils et 450 soldats ont été blessés.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33303#.VB4z9pW1YRA>



# L'ONU rappelle que les enfants sont les principales victimes des conflits



Des enfants au Nord-Waziristan. Photo IRIN/Fakhar Kakahel

**8 septembre 2014 –** Lors d'une réunion lundi au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a souligné que les progrès réalisés pour mieux protéger les enfants dans le monde ont été éclipsés par de nouvelles crises.

« Nous savons que jusqu'à 700 enfants ont été tués ou mutilés en Iraq depuis le début de l'année, y compris dans le cadre d'exécutions sommaires », a affirmé Mme Zerrougui en exprimant sa consternation concernant le mépris total de la vie humaine dont fait preuve le groupe armé l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIL).

L'EIL cible des minorités, dont des enfants et des femmes, dans la zone qu'il contrôle en Syrie et en Iraq. Le groupe a chargé des garçons, dont les plus jeunes ont 13 ans, de porter des armes, de garder des lieux stratégiques ou d'arrêter des civils. D'autres enfants sont utilisés pour des attentats-suicides.

Au Nigéria, le groupe islamiste Boko Haram a tué ou mutilé des enfants et attaqué des écoles ou des hôpitaux. Les attaques de Boko Haram ont provoqué la mort de 100 écoliers et 70 professeurs en 2013.

« L'enlèvement des filles de Chibok, en avril dernier, a horrifié le monde entier », a souligné la Représentante spéciale en rappelant que plus de 200 filles sont toujours aux mains du groupe islamiste.

Mme Zerrougui s'est déclarée « horrifiée » par le fait que, depuis le début du mois de juillet, plus de 500 enfants palestiniens ont été tués et au moins 3106 blessés ou mutilés par les forces israéliennes à Gaza, les deux tiers d'entre eux ayant moins de 12 ans. Au moins de 244 écoles, dont 75 gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ont été frappées par des tirs de l'armée israélienne.

« Il faut mener une enquête approfondie sur ce qui s'est déroulé à Gaza et assurer que les auteurs de violations de toutes les parties au conflit rendent des comptes », a souligné Mme Zerrougui. « La lutte contre l'impunité reste un aspect clef de nos efforts, non seulement pour ce qui est de réagir, mais aussi pour prévenir de graves violations à l'encontre des enfants ».

La Représentante spéciale a indiqué que les enfants ont également été victimes de violations graves en Libye, en Afghanistan, en République centrafricaine, au Mali et au Soudan du Sud.

La campagne « Des enfants, pas des soldats », lancée avec l'UNICEF il y a six mois, a reçu un appui sans précédent, s'est félicitée Mme Zerrougui. Dans cet esprit, elle a salué les efforts concluants du Tchad pour mettre fin au recrutement d'enfants soldats.

De son côté, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a rappelé que la protection des civils et, en particulier celle des enfants, était au cœur des mandats des opérations de maintien de la paix et que la communauté internationale devait agir de manière plus responsable et mettre fin aux souffrances des garçons et des filles dans les conflits armés.

M. Ladsous a souligné que le Département des opérations de maintien de la paix entendait établir des partenariats avec les pays où sont déployées des opérations de maintien de la paix, afin de permettre à ces États de pouvoir assurer leurs responsabilités en matière de protection des enfants.

« Le Département des opérations de maintien de la paix est déterminé à agir dans une optique de responsabilité et de partenariat », a déclaré le Secrétaire général adjoint en expliquant qu'il fallait montrer l'exemple et faire des enfants une priorité.

De son côté, l'Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, l'acteur américain Forest Whitaker, a exprimé sa préoccupation concernant la situation au Soudan du Sud où des milliers de personnes ont trouvé refuge dans les sites de protection de l'ONU à travers le pays. Neuf mois après le début du conflit, beaucoup d'entre elles ne veulent toujours pas rentrer chez elles ou ne savent pas si elles devraient le faire. La ville de Bentiu, dans le nord a été désertée.

M. Whitaker a expliqué que le conflit a des conséquences désastreuses sur les enfants, certains d'entre eux ayant les cheveux rouges à cause de la malnutrition. Des milliers d'écoles sont fermées et transformées en camps militaires, des milliers de jeunes ne reçoivent plus d'éducation, a-t-il dit.

Depuis le lancement de la campagne « Des enfants, pas des soldats », des développements positifs ont été observés, a reconnu M. Whitaker en prenant l'exemple du Tchad et celui du Myanmar qui a libéré une centaine d'enfants.



**« L'aide aux gouvernements pour mettre fin à cette situation est une première étape. Nous devons allouer des ressources adéquates pour prendre en soin des enfants lorsqu'ils ont été sortis de la guerre. Nous pouvons sortir les enfants de la guerre mais il faut faire plus pour qu'ils réintègrent la société, aillent à l'école, apprennent un métier utile », a déclaré l'Envoyé spécial.**

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33252#.VB4035W1YRA>

# Espoirs de paix et de résilience en République démocratique du Congo



Des enfants soldats près de Bunia, en Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).  
Photo: UNICEF/HQ03-0555/LeMoyne

## L'ONU appelle à renforcer la lutte contre l'impunité de ceux qui recrutent des enfants-soldats

21 juillet 2014 – Lors de la publication lundi du 5<sup>ème</sup> rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation des enfants touchés par les conflits en République démocratique du Congo (RDC), la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a indiqué que le recrutement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés demeure endémique dans ce pays entre 2010 et 2013.

Selon le rapport, les enfants ont été gravement affectés par plusieurs vagues de conflit, en particulier dans les provinces de l'est du pays. Ils ont été tués, mutilés, victimes de violences sexuelles et enlevés par toutes les parties impliquées dans le conflit. Des centaines d'écoles et hôpitaux ont été attaqués ou utilisés à des fins militaires.

Telles sont les principales conclusions du rapport présenté aujourd'hui par la Représentante spéciale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

**« L'instabilité structurelle de l'est de la RDC, la multiplicité des groupes armés et la faiblesse de l'autorité de l'Etat ont rendu les enfants extrêmement vulnérables à toutes les formes de violences liées au conflit, » a déclaré Mme Zerrougui, lors de la présentation du rapport.**

L'ONU a documenté près de 4.200 cas de recrutement et utilisation de garçons et filles par des groupes et forces armées gouvernementales. Un tiers des cas recensés impliquent des enfants de moins de 15 ans. Le rapport a également documenté plus de 900 cas de violences sexuelles contre des enfants perpétrées par toutes les parties impliquées dans le conflit, tout en reconnaissant qu'un plus grand nombre d'enfants pourrait avoir été victimes de viols et d'autres formes de violences sexuelles.

Le plan d'action signé en 2012 par le gouvernement de la RD Congo pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants ainsi qu'aux violences sexuelles perpétrées par les Forces armées de la RDC (FARDC) a conduit à la libération de centaines d'enfants. Des ordres militaires ont été émis pour protéger les enfants. D'autres mesures pour mettre fin et prévenir le recrutement, tels que des mécanismes de vérification d'âge, sont actuellement mises en place ; elles devront toutefois être renforcées dans tout le pays.

En mars dernier, le gouvernement a déclaré son soutien à la campagne 'Des enfants, pas des soldats' et s'est engagé à remplir toutes les conditions nécessaires pour mettre fin et prévenir le recrutement d'enfants dans les FARDC d'ici la fin de 2016.

**«Le gouvernement a montré que des progrès sont possibles, » a déclaré Leila Zerrougui. « Le succès du plan d'action est essentiel. Nous ne réussirons jamais à contraindre la multitude de groupes armés de la RDC à renoncer au recrutement d'enfants si l'armée du pays continue de figurer sur la liste du Secrétaire général. »**

La Représentante spéciale a ajouté que la lutte contre l'impunité est essentielle pour protéger les enfants du pays. Même si des enquêtes et poursuites judiciaires ont déjà eu lieu, il faut que les auteurs de violations graves contre les enfants soient traduits en justice de manière systématique.

Mme Zerrougui a appelé la communauté internationale à continuer à soutenir les autorités congolaises pour réaliser des progrès qui auront un impact durable dans la vie des enfants.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=32996#.VB411ZW1YRA>

## Espoirs de paix et de résilience en Ukraine



Le «premier ministre» de la République unilatéralement proclamée de Donetsk (DNR), Alexandre Zakhartchenko (au centre) entouré de ses bras-droits.

## Entente de cessez-le-feu ratifiée à Minsk

Agence France-Presse

MINSK

Les représentants de Kiev et les séparatistes de l'Est de l'Ukraine ont signé samedi à Minsk un mémorandum instaurant un cessez-le-feu et la création d'une zone démilitarisée de 30 km au terme de négociations de paix, la trêve restant fragile dans la région.

À l'issue de sept heures de pourparlers, l'ancien président ukrainien Leonid Koutchma, représentant de Kiev à la table des discussions entamées vendredi, a annoncé la signature d'un mémorandum en neuf points prévoyant un cessez-le-feu et un retrait de 15 km des artilleries lourdes des deux camps depuis leur «ligne de contact».

«Ce sera l'occasion de créer une zone de cessez-le-feu d'au moins 30 kilomètres de large», a ajouté M. Koutchma, qui s'était réuni pour de nouveaux pourparlers dès vendredi après-midi dans la capitale biélorusse avec l'ambassadeur de Russie en Ukraine Mikhaïl Zourabov, la représentante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) Heidi Tagliavini et des dirigeants séparatistes.



**Les belligérants ont convenu de ne pas utiliser d'armes lourdes dans les zones peuplées et d'interdire aux avions de combat et aux drones de survoler la zone de sécurité qui sera sous surveillance de l'OSCE, a expliqué Leonid Koutchma.**

**Le mémorandum prévoit également que «tous les groupes armés, les équipements militaires, les combattants et les mercenaires» ne pénétreront pas dans cette zone.**

**Il «devrait créer une zone de complète sécurité», a indiqué de son côté Igor Plotnitsky, représentant séparatiste de la «République populaire de Lougansk», ajoutant que le statut des régions de Lougansk et Donetsk, contrôlées par les séparatistes, n'avait pas encore fait l'objet de discussions.**

**Depuis le «protocole de cessez-le-feu» signé à la surprise générale entre Kiev et les rebelles à Minsk le 5 septembre, le président ukrainien Petro Porochenko a proposé de garantir un «statut spécial» provisoire aux régions prorusses de l'est, assorti d'élections locales en décembre. Des offres, entérinées par les députés, au coeur des négociations.**

#### **Nouvelles sanctions**

**Entre-temps, l'Union européenne et les États-Unis, qui accusent la Russie de «porter atteinte à la souveraineté de l'Ukraine» en aidant la rébellion avec des armes et des troupes, ont imposé de nouvelles sanctions à l'économie russe, au bord de la récession.**

**Si les concessions politiques du gouvernement ukrainien ont reçu cette semaine le soutien affiché de Moscou, les rebelles ont jusqu'à présent rejeté toute proposition émanant des autorités ukrainiennes concernant un territoire dont ils réclament farouchement l'indépendance.**

**Après un conflit de cinq mois qui a fait près de 2.900 morts, Kiev et les Occidentaux considèrent les annonces de Moscou avec la plus grande prudence, tant ils accusent la Russie de souffler le chaud et le froid dans ce conflit qui a suscité les pires tensions entre Est et Ouest depuis la Guerre froide.**

**Les rebelles prorusses et l'armée ukrainienne s'accusent par ailleurs mutuellement de violations répétées de la trêve, notamment aux abords de l'aéroport de Donetsk, contrôlé par les forces loyalistes.**

**La mairie de Donetsk, ville théâtre d'âpres combats ces derniers mois, a déploré vendredi «une nuit intense» de tirs d'artillerie. Un civil a été tué.**

**Le porte-parole militaire ukrainien, Andriï Lyssenko, a de son côté fait état de la mort de deux soldats ces dernières 24 heures, ajoutant que six autres étaient «portés disparus».**

**Ces nouvelles victimes portent le bilan, depuis le 5 septembre, à 34 morts, civils et militaires, selon un comptage fait par l'AFP à partir des chiffres des autorités locales et de l'armée.**

**Même si le nombre des personnes tuées quotidiennement a considérablement diminué en 15 jours, la population dénonce une trêve illusoire et continue de vivre au rythme des obus et des nuits dans les caves.**

#### **Plan de paix en 12 points**

**Le «vice-ministre» de la République unilatéralement proclamée de Donetsk (DNR), Andreï Pourguine, avait indiqué jeudi que les participants évoqueraient en priorité à Minsk ce «statut spécial» des régions de Donetsk et de Lougansk.**

**À l'issue de cette séance de négociations, la question, sensible, n'a pourtant pas été encore discutée.**

«Nous avons notre opinion sur le sujet et l'Ukraine a la sienne», a déclaré le «Premier ministre» de la République unilatéralement proclamée de Donetsk (DNR), Alexandre Zakhartchenko, interrogé sur sa volonté de rester dans le giron de l'Ukraine.

Avant son départ pour Minsk, Léonid Koutchma, avait, quant à lui, prévenu que les négociations ne pourraient «en aucun cas se faire au détriment de l'indépendance de l'Ukraine et de son intégrité territoriale».

Il a en outre rejeté «toute forme de fédéralisme et la reconnaissance des républiques autoproclamées» dans les bastions rebelles.

Le document en douze points, également signé le 5 septembre par l'ambassadeur de Russie en Ukraine et un représentant de l'OSCE, contient par ailleurs des dispositions sur le contrôle de la frontière russo-ukrainienne avec l'aide de l'OSCE et la création d'une zone de sécurité dans les territoires frontaliers. Il évoque aussi un volet humanitaire et une aide au rétablissement économique de la région industrielle du Donbass.

[http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201409/19/01-4801665-ukraine-entente-de-cessez-le-feu-ratifiee-a-minsk.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse B13b ukraine 2539101\\_section POS2](http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201409/19/01-4801665-ukraine-entente-de-cessez-le-feu-ratifiee-a-minsk.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse B13b ukraine 2539101_section POS2)

## espoirs de paix et de résilience au Mali



Des habitants de la ville de Kidal, au Mali (photo archives 2013) Photo ONU/Mark Garten

### Le Conseil de sécurité salue la libération de deux otages algériens

6 septembre 2014 – Le Conseil de sécurité a salué samedi la libération, le 30 août 2014 à Gao, au Mali, de deux diplomates algériens qui étaient retenus en otages par le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) depuis avril 2012.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont également fermement condamné l'assassinat d'un autre diplomate algérien et exprimé leur profond regret concernant la mort en captivité du consul algérien. Ils ont présenté leurs plus sincères condoléances aux familles des deux victimes ainsi qu'au gouvernement d'Algérie.

Les membres du Conseil "ont souligné que les responsables de ces enlèvements et de ces meurtres devraient rendre des comptes. Ils ont appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur ces incidents et à traduire les auteurs en justice.

Les membres du Conseil de sécurité ont rappelé que, selon la résolution du Conseil de sécurité 2133 (2014), tous les Etats membres doivent éviter que les terroristes bénéficient directement ou indirectement du

**paiement de rançons ou de concessions politiques et qu'ils doivent garantir la libération des otages sains et saufs. Ils ont réitéré leur appel à la libération immédiate et sans conditions de tous les otages.**



# Espoirs de paix et de résilience au Soudan et au Soudan du Sud



73.000 personnes ont été déplacées par le conflit dans l'Etat du Kordofan méridional.

05/9/2014



Secrétaire général

SG/SM/16125

AFR/2961

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SE FÉLICITE DE L'INITIATIVE D'ORGANISER UN DIALOGUE NATIONAL GLOBAL POUR PARVENIR À UNE PAIX DURABLE AU SOUDAN**

**La déclaration suivante a été communiquée, aujourd'hui, par le Porte-parole de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU:**

**Le Secrétaire général se félicite de l'initiative d'organiser un dialogue national global au Soudan pour parvenir à une paix durable, ainsi que des progrès réalisés par les parties prenantes soudanaises pour se préparer à ce processus. Il se félicite, en particulier, de la signature aujourd'hui d'un accord entre les représentants du Comité préparatoire G7+7 sur le dialogue national et le Groupe de la Déclaration de Paris, y compris le Parti national Umma et les mouvements armés. Il félicite les parties concernées pour ce résultat.**

**Le Secrétaire général encourage toutes les parties prenantes, notamment le Gouvernement, à assurer la création d'un environnement propice à un dialogue inclusif, transparent et crédible, comme cela est prévu dans l'accord signé aujourd'hui. Cela inclut une cessation des hostilités, les garanties des libertés politiques, y compris la liberté d'expression et de réunion, la libération des détenus politiques et d'autres mesures de renforcement de la confiance.**

**Le Secrétaire général souligne qu'un dialogue véritablement inclusif, libre et transparent est essentiel pour s'attaquer aux causes profondes des crises récurrentes au Soudan et pour parvenir à une paix durable.**

**Le Secrétaire général félicite le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, dirigé par le Président Thabo Mbeki, pour ses efforts inlassables consentis dans le but d'aider les Soudanais à trouver une solution pacifique aux conflits dans le pays. Il réitère le soutien continu des Nations Unies à ce processus.**